

Table des matières



Chapitre 1	La genèse de la LOLF	3
1.	Une « conjonction astrale » favorable à l'adoption de la LOLF	3
2.	Les particularités de l'ordonnance du 2 janvier 1959	6
Chapitre 2	Les objectifs de la LOLF	9
1.	Améliorer la gestion publique	9
2.	Rénover le pouvoir budgétaire du Parlement	11
Chapitre 3	La nouvelle architecture budgétaire	13
1.	Missions, programmes et dotations	13
2.	Le programme/la dotation, unités de spécialité	15
3.	La mission, unité de vote	16
Chapitre 4	L'ajout d'une nouvelle catégorie de lois de finances	19
Chapitre 5	Le contenu des lois de finances	23
Chapitre 6	L'information dans le vote des lois de finances	29
1.	L'institutionnalisation du débat d'orientation des finances publiques	29
2.	Les questionnaires parlementaires	31
3.	Les informations annexées aux projets de lois de finances	31
a.	Le projet de loi de finances de l'année	31
b.	Le projet de loi de finances rectificative	33
c.	Le projet de loi de règlement	34

Chapitre 7	L'adoption de la loi de finances initiale	37
Chapitre 8	Le renforcement du rôle de la loi de règlement	41
1.	Le renouveau attendu de la loi de règlement	42
2.	Le contenu précisé de la loi de règlement	43
3.	Le dépôt du projet de loi de règlement	44
4.	Le vote de la loi de règlement	46
Chapitre 9	Le renouveau du pouvoir d'amendement des parlementaires	49
1.	L'extension du pouvoir d'amendement des parlementaires en matière de ressources	49
2.	L'extension du pouvoir d'amendement des parlementaires en matière de charges	51
Chapitre 10	La performance de l'administration	55
1.	La détermination des axes de performances	56
2.	L'appréciation de la performance de l'administration	58
Chapitre 11	La globalisation et la fongibilité des crédits	61
1.	La globalisation et la fongibilité des crédits	61
2.	Une exception à la globalisation : les crédits de personnel - la fongibilité asymétrique	63
3.	La globalisation et la fongibilité des crédits en pratique	64
Chapitre 12	Le contrôle hiérarchisé et partenarial de la dépense	65
1.	Le contrôle hiérarchisé de la dépense	65
2.	Le contrôle partenarial de la dépense	66
3.	Des contrôles réalisés en l'absence de fondement juridique	68
4.	Le Décret sur la Gestion budgétaire et comptable publique	69
Chapitre 13	La responsabilité des gestionnaires publics	71
1.	L'identification des niveaux de responsabilité	71
2.	La détermination des régimes de responsabilité	72

Chapitre 14 La budgétisation au premier euro	77
Chapitre 15 L'apparition d'une comptabilité d'exercice	81
Chapitre 16 Rénover le pouvoir budgétaire du Parlement	85
Chapitre 17 Le rôle des commissions parlementaires	89
1. Le renforcement des pouvoirs détenus par les commissions parlementaires	89
2. Le cas particulier des actes réglementaires d'exécution des lois de finances	91
Chapitre 18 La mission d'assistance exercée par la Cour des comptes	93
1. L'étendue de la mission d'assistance de la Cour des comptes	94
2. Assistance au Parlement et au Gouvernement	96
Chapitre 19 L'encadrement des actes réglementaires d'exécution des lois de finances	99
1. Les virements et transferts de crédits	100
2. L'ouverture de crédits supplémentaires par décret d'avance	101
3. Les annulations de crédits	102
4. Les reports de crédits	103
Chapitre 20 L'encadrement des affectations budgétaires	105
1. Les budgets annexes	106
2. Les comptes spéciaux	107
3. Les fonds de concours	109
4. Les rétablissements de crédits	110
5. Les attributions de produits	111
6. Le cas particulier des prélèvements sur recettes	111
Chapitre 21 La sincérité des lois de finances	115
1. Le principe budgétaire de sincérité	115
2. Le principe comptable de sincérité	118

Chapitre 22 La pluriannualité budgétaire	119
1. Les autorisations d'engagement et crédits de paiement	120
2. Les reports de crédits	121
3. La pluriannualisation des engagements budgétaires	121
Chapitre 23 La certification des comptes de l'État	123
1. L'intervention de la Cour des comptes	123
2. L'intervention des commissaires aux comptes	125
Annexe 1	127
Index	165
Éléments de la bibliographie	167